

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 1 AVRIL 2021

Délibération n° 2021-028- DC

<p>Date d'affichage : Le 8 avril 2021</p> <p>Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 63 Excusé(s) : 8 Dont représenté(s) : 6 Absent(s) : 10</p> <p>Nombre de votants : 69 -----</p> <p>Secrétaires de séance : Jacqueline TARDIVEL Grégory PIERRE</p>	<p>Le premier avril deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre mars deux mille vingt et un.</p> <p>Présents : (63) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Ariette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Patricia VILLARME.</p> <p>Dont suppléé(s) remplacé(s) :</p> <p>Excusés : (8) Pierre de BOUTRAY, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Didier HUCHEDÉ, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON</p> <p>Dont excusés ayant donné pouvoir : (6) Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Isabelle DEVAUX, Géraldine LE COZ à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE.</p> <p>Absents : (10) Jean-Philippe RETIF, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Gilles TALLUAU, Emmanuel BRAULT, Marie-Luce DURAND, Dominique GACHET, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU</p>
--	--

SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT - APPROBATION DE LA CONVENTION FINANCIÈRE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LE DÉPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE POUR LES TRAVAUX DE DÉVOIEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR L'ÉCHANGEUR DES ROMANS SUR LA ROCADÉ DE SAUMUR

L'opération de mise à 2x2 voies de la RD 347 entre le pont du Cadre Noir et le giratoire de Pocé comprend l'aménagement de l'échangeur des Romans, futur accès à la ZAC Vaulanglais-Noirettes.

Dans le cadre de ces travaux, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est intervenue au droit de cet échangeur pour le dévoiement des réseaux AEP et EU, leur amélioration et leur extension liée à la ZAC.

Conformément aux dispositions de la convention financière du 14 mai 2018 établie entre le Département du Maine et Loire et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et de son avenant n°1 du 01 avril 2021, le Département accepte de prendre en charge 80% du coût des travaux de dévoiement des réseaux AEP et EU sur la base d'un déplacement « à l'identique » d'un montant estimé à 298 000 € HT, soit la somme de 238 000 € HT, la Communauté d'Agglomération prenant quant à elle 20 % du coût des travaux soit 60 000 € HT.

Aussi,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le règlement de voirie départementale approuvé par délibération du Conseil départemental n° 2019_04_CD_0049 le 29 avril 2019, et par arrêté du Président du Conseil départemental le 7 juin 2019 ;

VU la convention de financement du doublement de la déviation de Saumur (RD347) entre le pont du Cadre Noir et Pocé ainsi que l'aménagement de l'échangeur des Romans du 14 mai 2018 ;

VU l'avenant n°1 à la-dite convention de financement du 01 avril 2021 ;

VU la proposition de convention financière transmis le 08 mars 2021 par le Département de Maine et Loire ;

Accusé de réception en préfecture
019-200071876-20210307-028-PCA-DE
Date de télétransmission : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

VU l'information donnée à la sous Commission eau et assainissement du 11 mars 2021 ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** la convention financière entre le Département de Maine et Loire et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour les travaux de dévoiement des réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif sur la base d'un déplacement « à l'identique », d'un montant estimé à 298 000 € HT avec la répartition suivante : Département de 80%, soit 238 000 € HT et CASVL 20 % soit 60 000 € HT.

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge du cycle de l'eau à signer ladite convention financière, et l'ensemble des documents y afférents ;

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de du cycle de l'eau à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 69 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : **07 AVR. 2021** Pour Extraît Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture : **07 AVR. 2021**

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Jackie GOULET

Matière de l'acte

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »